

Warsess, où voulez-vous que nous allions ?

J'ai lu avec un grand intérêt les articles parus dans votre journal et signé de la main de Monsieur Mohamed Yehdihould Bredelleil. Je dois d'emblée faire un certain nombre de précisions à savoir que je respecte l'auteur dont je loue le haut niveau intellectuel, que je ne suis l'avocat que de ma propre conscience, que, sans être entièrement d'accord avec lui, je partage néanmoins son inquiétude et qu'enfin, je ne suis guère de ceux qui, dans une situation comme la mienne, veulent se rappeler au bon souvenir de ceux qui sont sensés influencer sur leur destin.

Ma tâche est délicate ! Je le sais, car je risque d'être facilement assimilé à ces scribes à félin donquichottesque qui montent au créneau chaque fois qu'une opinion se manifeste en dehors des sentiers battus du laudatif par lequel ils ont perverti bien des dirigeants. Même parmi ceux qui, au départ, étaient les plus opposés à ce genre de pratiques appartenant à un autre âge.

Mais peu importe, pourvu que le débat s'instaure, continue et soit responsable, mesuré et susceptible de déboucher sur des conclusions réalistes tirées de notre expérience, de celle des autres au besoin, d'une juste appréciation des enjeux et du souci de bien concilier les exigences de changement et de prise en compte de la fragilité du microcosme politique.

M. Bredelleil a voulu sans doute nous sensibiliser sur les difficultés de la conjoncture en nous la présentant comme étant catastrophique, irréversible et sans précédent dans notre histoire. Il a utilisé un talent remarquable d'agitateur, et remué toute la littérature universelle pour nous convaincre du fait que nous sommes assis sur un volcan. Cependant, pour rendre ce constat définitif, l'auteur a verrouillé le débat contre toute attente.

D'abord en occultant les nombreux atouts dont dispose notre pays, en comparant des arguments éventuels tirés de nos acquis, à des " sacs de sucre " posés pour endiguer le Tsunami et, ensuite, en ne proposant pas de solution autre que la vaine nécessité d'entreprendre des réformes. Or, l'expérience et la vaste culture de l'auteur autorisaient à s'attendre à des suggestions plus concrètes, des remèdes plus efficaces pour faire sortir notre pays de cette situation dont personne ne doit être satisfait. L'on comprend bien que l'auteur exprime sa lassitude de ces bilans qu'on rassasse à longueur de journées alors que l'horizon s'assombrit et que les perspectives ne semblent pas aussi enchantées. Mais c'est la culture de la société arabe dont le présent, pire que le passé, empêche d'envisager le futur avec sérénité. Quand l'auteur déplore que les gouvernements ne veulent entendre que leurs propres éloges, c'est aussi la culture arabe où, entre le medh et le hijab, il n'y a guère qu'un petit espace littéraires. Ce n'est donc pas Monsieur Bredelleil qui doit s'étonner de cette tradition de laudatif, d'auto-satisfaction absolue, de complaisance et de duplicité. Ici, comme ailleurs, les gouvernements sont corrompus par leurs propres peuples qui leur font croire qu'ils sont infailibles, intelligents et omniscients, que tout va comme dans le meilleur des mondes, si bien que la mythomanie s'installe pour avoir raison aussi bien des gouvernements que des gou-

vernements. On devient prisonnier du postulat de Durkheim selon lequel personne ne croit plus, mais chacun croit que les autres croient. La mythomanie est un état de folie que peut atteindre n'importe quelle personne qui, en un moment donné, oublie qu'elle est en train d'imiter. Comment expliquer les déclarations publiques que nous avons entendues, comme " nous vous jugerons, Monsieur le Président, si vous ne vous représentez pas aux élections présidentielles prochaines " ou " Monsieur le Président, si vous ne vous représentez pas aux élections, je vais me suicider. C'est donc nous qui avons créé cette culture qui empêche toute relation saine entre gouvernants et gouvernés et dont les dirigeants finissent par s'accommoder même si, au départ, ils s'y opposaient.

Nous avons tout contribué à la fermentation de cette culture en développant une pernicieuse littérature des " salons clos ", des groupuscules cherchant à influencer sur les gouvernants avant de les infiltrer, de les mettre à la merci des cercles restreints et des méandres de l'activité clandestine, et d'exclure les autres groupuscules non moins actifs dans l'épanouissement de cette nouvelle religion qu'est devenue la conspiration. Aurons-nous le courage de bannir cette tradition en reconnaissant d'abord notre responsabilité et en œuvrant inlassablement pour qu'elle disparaisse à jamais ! Nous avons contribué à faire du silence une valeur de loyauté et de cette dernière une déviance si elle consiste à dire ce qu'on pense, ce qui ne va pas bien, ce qui doit être fait.

Nous ne sommes pas le seul pays où cela a existé et existe encore mais le seul pays de notre cher monde arabe où, nous pourrions dire le contraire de ceux que nous considérons comme étant dignes des monarchies du moyen Âge. Or, cette espace de liberté est, en lui-même, un acquis considérable qui rend inappropriée, la comparaison de notre situation à celle de l'Iran des Pahlavi, de la Somalie de Siad Barré et du Libéria de Williams Taubmann.

En Somalie, la tradition exogamique a créé une cloison étanche entre les tribus dont le niveau culturel et les traditions sont différents de celles de notre pays où existe, entre les tribus, une réelle inter-pénétration. Le régime de Siad Barré avait des élans totalitaristes évidents alors que le nôtre se réclame ouvertement d'un pluralisme politique qui se parachève lentement. La Somalie a été victime de la rivalité des superpuissances qu'elle n'avait pu gérer de manière intelligente, alors que notre pays est toujours demeuré dans son ancrage géostratégique.

Le Libéria était, au départ, un pays factice créé par une autre puissance étrangère et où se superposaient deux types de populations qui n'ont rien de commun, alors que les dernières vagues de notre peuplement datent du XVI^e siècle. L'écrasante majorité de notre peuple vit sur ce territoire depuis le début du IX^e siècle et ne cesse de donner la preuve depuis lors, d'une capacité insoupçonnable de cohabitation, en dépit de nombreuses tentatives de division. Le Pouvoir, au Libéria n'avait aucun lien sui generis avec la population et son système d'exploitation avait pour but avoué d'accumuler les richesses au profit des familles régnantes exogènes.

Dans notre pays, la richesse a toujours émigré entre les tribus, les régions et les villes, entre les marchands d'armes, de maroquinerie, de goumme arabe, de dattes ou de bétail. Aujourd'hui, cette accumulation de richesse soulève des interrogations pour plusieurs rai-

sons : D'abord parce qu'elle prend de nouvelles proportions avec une libéralisation mal encadrée et mal contrôlée où l'État a confondu la liberté du commerce et de l'industrie et le laisser-aller absolu. De ce fait, l'enrichissement considérable des uns, au moment où d'autres subissent de plein fouet les effets de la destruction de l'économie rurale, apparaît aux yeux de certains comme étant voulu par l'État, alors qu'il ne s'agit que d'une erreur de compréhension par celui-ci, de son rôle de régulateur, à travers une juste répartition des investissements et une application stricte des règles de la libre concurrence. Ensuite, survient le hasard de la généalogie - pour autant qu'elle soit réelle - auquel il faudrait à tout prix, éviter que s'ajoute le hasard de la géologie car, en statistique, deux hasards peuvent constituer une tendance.

Quant à l'expérience de l'Iran, elle est sans doute instructive. M. Bredelleil me permettra d'avoir un jugement différent du sien en disant que la révolution iranienne qu'il est libre de considérer étant plutôt une involution, s'est avérée digne de respect à en juger par ses résultats économiques sociaux et politiques. Peut-être avons-nous été pressés de la juger au point de s'allier contre elle avec le diable, mais c'est un autre débat.

Mais pourquoi ne pas voir des expériences plus récentes et plus proches de nous qui, illustrent l'entêtement, la dictature, le refus de céder à l'appel de la raison et de la communauté internationale, si l'on veut nous faire envier le sort du Chah, et nous amener à fuir comme lui.

L'Iran a explosé sous la dynastie des Pahlavi à la suite d'une très longue accumulation de facteurs endogènes aussi bouleversants les uns que les autres. L'accaparement des richesses, les assassinats - en particulier celui de Mossadek - les pratiques inavouables de la Savak, et surtout l'écart considérable entre les couches sociales ayant eu pour corollaire l'amoindrissement de la couche moyenne, ont contribué à donner à un mouvement chiite tout à fait différent de nos tendances sunnites plus loyalistes, l'occasion de prendre le pouvoir. Dans notre pays, la situation est relativement différente et le déséquilibre existant pourrait être facilement corrigé avec un minimum de souci de bonne gouvernance.

N'allons donc pas créer des similitudes pour se donner le confort de tirer des conclusions dont le caractère apocryphe pourrait justifier n'importe quelle aventure ! Notre expérience - et c'est le lieu de le rappeler - nous a donné, dans ce domaine, de précieuses leçons que nous devons nous remémorer :

En 1978, lorsque le régime en place cherchait une issue pour sortir de la guerre du Sahara, et commençait à négocier discrètement avec le Front Polisario, certains groupuscules avaient pressé un groupe d'officiers d'anticiper sur les événements en prenant le pouvoir et en installant le pays sur la voie de l'aventure, de l'incertitude et de tout ce que nous avons vu par la suite. Pour les putschistes jullestistes, il fallait tout faire afin de profiter des difficultés dans lesquelles le conflit du Sahara nous avait mis. Puis, au sein de l'organe exécutif, les rivalités étaient sans cesse attisées pour engendrer périodiquement des disparitions d'officiers de grande valeur morale et intellectuelle. Qui ne se souvient pas de ces " masses inertes " - il s'agissait de Mohamed Mahmoud Ould Ahmed Louly, feu le Colonel Ahmed Salem Ould Sidi, feu le colonel Mohamed Ould Abdel Kader, le Colonel Cheikh Ould Boïda - exclues pour avoir une épaisseur sociale

et historique qui s'accommodait mal des petites magouilles de salon et des systèmes de téléguidage à partir des palais extérieurs à la Mauritanie. L'avènement du régime d'exception avait projeté le pays dans un tourbillon où la gestion de l'État devint subitement une succession de coups d'épée dans l'eau, de fuites en avant, de paris hasardeux, de décisions précipitées et sans réflexion préalable et de conspiration. Des conspirations qui ont emporté bien des vies précieuses, spolié et détruit d'immenses richesses au nom de la lutte contre " les tribus réactionnaires " comme on les appelait à l'époque et ouvert l'Armée aux missions originales pourtant nobles, à des groupes qui n'avaient d'autre vocation que celle de perpétuer le régime politique de la conspiration, de l'assassinat et de la terreur.

N'importe quel régime finit par secréter son propre poison en commettant des atrocités, des injustices voulues ou non, des erreurs, ou susciter contre malgré lui d'injustes réactions de mépris et de haine. Nous avons connu des périodes qui ont laissé des cicatrices, comme celles de Char Babba, des guerres inter-tribales et inter-émirales, du conflit des années 40 entre hormistes et anti-hormistes, de l'injuste et douloureuse guerre du Sahara, mais celles de la période d'exception demeurent aussi vivantes que les personnes et les groupes qui en sont responsables. Il serait donc plus juste de se demander d'où nous venons avant de poser la question de savoir où nous devons aller. Si nous arrivons à répondre sereinement à la première interrogation, la réponse à la seconde viendra tout naturellement. Ceux qui accepteront la vérité n'auront pas moins de courage et d'honneur que ceux qui accorderont le pardon et nous sommes capables à la fois de pardon et de vérité, car nous sommes un peuple assis tout entier sur une même natte, parfois même avec nos ancêtres comme dirait Abdel Wedoud Ould Cheikh.

Je ne voudrais donc nullement remuer le couteau dans la plaie, ni réanimer un quelconque sentiment de revanche car, il me semble que si notre pays a un besoin urgent, c'est celui de la réconciliation. La carence des gouvernements peut être palliée en un seul jour, les richesses peuvent être, en peu de temps, mieux partagées ou réparties, les ressources peuvent être suffisantes avec un minimum de rationalité. Mais les cicatrices sont difficiles à faire disparaître, surtout quand il s'agit de ressusciter les morts, de convaincre les orphelins du tort de leurs parents, de redonner le confort aux veuves et l'envie de vivre aux mères mutilées.

Pour envisager cet impératif de réconciliation nationale qui s'impose aux gouvernements, aux groupes politiques, aux organisations de la société civile et aux autorités traditionnelles religieuses et temporelles, il faut que chacun s'arme de courage, assume ses responsabilités et, surtout, que ceux qui ont le destin du pays, se gardent pieusement et dès maintenant, d'en ajouter à l'irréparable.

ISSELMOU OULD ABDEL KADER
(A SUIVRE)